

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS**

**SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 13 AVRIL 2017
D13042017/069**

PRESIDENT : Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS :
Membres titulaires :

Patrick MEIFFREN, Serge LAPORTE, Jean-Marc SIGNORET, Gilles COUTREAU,
Laurent PEYRONDET, Jean Bernard DUFOURD, Véronique CHAMBAUD,
Jean Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Pierre BOURNEL,
Jean Luc PIQUEMAL, Dominique FEVRIER, Pierre JACOB, Alain BOUCHON,
Marie LASSERRE, Pascal ABIVEN, Barbara FRANCOIS, Daniel JAFFRELOT,
Isabelle LAPALU, Michel BAUER, Hervé CAZENAVE, Pascale MARZAT,
Jérémy BOISSON, Sylvie LAVERGNE, Jean Jacques LAOUE, Bernard BESSAC,
Evelyne MOULIN, Bernard LOMBRAIL, Marie-Dominique DUBOURG,
Tony TRIJOLET, Alfred AUGEREAU,

ETAIENT REPRESENTES :

Jacques BIDLALUN (pouvoir à Alfred AUGEREAU)
Marie-Hélène GIRAL (pouvoir à Jean-Pierre DUBERNET)
Anne WISNIEWSKI (pouvoir à Tony TRIJOLET)

ETAIENT ABSENTS EXCUSES :

Jean-Louis DUCLOU, Claudette RAUTUREAU,

**Membres suppléants remplaçants
un membre titulaire**

Membres suppléants :

Geneviève CHAUSSIER

SECRETAIRE DE SEANCE :

Dominique FEVRIER

**Objet : INFORMATION SUR LE DISPOSITIF ET PROJETS DEJA IDENTIFIES AVEC LES
SERVICES DE L'ETAT**

Rapporteur : Jean-Pierre DUBERNET, 5^{ème} Vice-président

Vote : UNANIMITE

Le contrat de ruralité est un nouveau dispositif multi-partenarial qui vise à identifier les projets territoriaux à l'échelle d'une intercommunalité (communes, syndicats, EPCI), en vue de coordonner les moyens techniques, humains et financiers de sorte à accompagner la mise en œuvre d'un projet de territoire fédérer les partenaires institutionnels, économiques, associatifs dans les territoires ruraux et donner plus de force et de lisibilité aux politiques publiques pour en décupler les effets. Ce dispositif doit apporter une information lisible aux partenaires éventuels et agir comme un catalyseur des financements possibles.

216 millions d'euros financeront les contrats de ruralité, dans le cadre du Fonds de Soutien à l'Investissement Public Local (FSIPL), dont le montant est porté à 1,2 milliard d'euros dans le projet de loi de finances pour 2017. Sur ces 216 millions d'euros du Fonds de Soutien à l'Investissement Public Local (FSIPL), 17,1 millions d'euros seront alloués à la région Nouvelle-Aquitaine. Les Préfets de Département transmettent, au fur et à mesure, au Préfet de Région, les opérations à financer avec cette enveloppe.

Chaque contrat doit s'articuler, dans une logique de projet de territoire, autour de 6 volets, sur la durée du contrat. Il peut, sur la base des spécificités locales, être complété par d'autres.

En effet, chaque contrat devra s'articuler, dans une logique de projet de territoire, autour de 6 volets prioritaires :

- 1) L'accès aux services et aux soins
- 2) La revitalisation des bourgs centres, notamment à travers la rénovation de l'habitat et le soutien au commerce de proximité
- 3) L'attractivité du territoire (économie, numérique, téléphonie mobile, tourisme etc...)
- 4) Les mobilités
- 5) La transition écologique
- 6) La cohésion sociale

Chaque contrat pourra, sur la base des volontés et de spécificités locales, être complété par des volets complémentaires. Il recensera les actions de ces volets, les calendriers prévisionnels de réalisation, les moyens nécessaires pour les réaliser. Il proposera le développement de nouveaux projets, dans une logique prospective à moyen terme.

Il s'attache à recenser les initiatives déjà en cours, issues de mesures des comités interministériels aux ruralités portées à l'échelle nationale ou de projets locaux.

Il doit proposer le développement de nouveaux projets, dans une logique prospective à moyen terme.

La Communauté de Communes a été sollicitée par Monsieur le Sous-Préfet pour établir une première évaluation des projets éligibles à ce nouveau dispositif.

Une première réunion intermédiaire s'est tenue à la Sous-préfecture de Lesparre, pour vérifier l'éligibilité des projets territoriaux au dispositif contractuel, en présence du Conseil Départemental et des services de la Préfecture.

Sur les territoires médocains, les services de l'Etat rédigeront le contrat de ruralité de la Communauté de Communes « Cœur de Presqu'île », compte-tenu de l'urgence sociale sur ce territoire et ils ont constaté la cohérence de la première approche du programme de la Communauté de Communes Médoc Atlantique. C'est pour cette raison que le Sous-préfet souhaite présenter le dossier de la Communauté de Communes « Médoc Atlantique ». Pour ce faire, les services préfectoraux ont adressé un cadre rédactionnel du contrat de ruralité.

Les services communautaires ont établi une liste de synthèse dont la finalité est de servir de base à la rédaction du projet de contrat de ruralité

Une fois l'ensemble des projets listés, il est proposé au conseil communautaire, d'autoriser le Président, à signer le contrat de ruralité à intervenir avec les services de l'Etat.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- OUI l'exposé du rapporteur,
- VU l'avis favorable du bureau du 30/03/2017, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- APRÈS en avoir délibéré,

DECIDE

- d'autoriser le Président, à signer le contrat de ruralité à intervenir avec les services de l'Etat.

Nombre de membres en exercice : 38
 Nombre de membres présents : 33
 Nombre de suffrages exprimés : 36
 Vote : Pour : 36 Contre : 0 Abstention : 0

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS
 ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS
 COPIE CERTIFIEE CONFORME
 FAIT À SOULAC SUR MER, le 13 AVRIL 2017



LE PRESIDENT,

Xavier Pintat

Xavier PINTAT

Sénateur de la Gironde
 Maire de Soulac-sur-Mer